



## L. A. BEAUDRY

### Le vice-président des wagonniers est décédé

M. L.-A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des wagonniers d'Amérique au pays, est décédé, jeudi matin, à l'âge de 48 ans. M. Beaudry était bien connu dans tous les milieux ouvriers du Canada. C'était un chef compétent qui avait réussi, avec l'aide de ses confrères, à relever le niveau de vie des wagonniers.

Né en 1894, M. Beaudry était entré à l'âge de 15 ans aux usines Angus. Simple apprenti au début, il devint bientôt un ouvrier de métier. Neuf ans plus tard, il adhéra à la loge Sainte-Marie de la Fraternité. Il en était élu le président en 1921. C'est au congrès que la Fraternité des wagonniers tenait à Montréal, en 1935, que M. Beaudry était choisi vice-président général, poste qu'il occupa depuis à la satisfaction des ouvriers canadiens.

Le défunt laisse dans le deuil, son épouse, née Juliette Caron; trois fils: Raymond, Hervé et Robert; une fille: Carmen; une belle-fille: Mme Raymond Beaudry.

Les funérailles auront lieu lundi prochain. Le service funèbre sera chanté à 9 h. en l'église St-Clément-de-Viauville. La dépouille mortelle est actuellement exposée au salon funéraire No 4156, rue Adam.

Toutes les loges de wagonniers de Montréal: Sainte-Marie, Aberdeen, 606, et Terminal, offrent à la famille leurs plus sincères condoléances.

Le Monde Ouvrier se joint aux wagonniers pour offrir ses plus sincères condoléances à la famille éprouvée.



Bro. L. A. Beaudry, International Vice-President, Brotherhood of Railway Carmen of America, passed away May 14th after being in ill health for some time. Bro. Beaudry has been Vice-President of this organization since a Convention held in Montreal in 1935, when he was elected to fill the vacancy created by the death of the late Bro. Frank McKenna.

Bro. Beaudry has been an active Trade Unionist all his life, being local Chairman of the Carmen at Angus Shops and Vice-Chairman for Eastern Lines on the C.P.R. He was held in high esteem by all who knew him and his loss will be very keenly felt by all his associates.

We extend our deepest sympathy to Mrs. Beaudry and family in their bereavement.

## M. Victor Francoeur

M. Victor Francoeur, le nouvel organisateur de la Fédération Américaine du Travail pour l'Est du Canada, a une carrière bien remplie. Dans le monde ouvrier, M. Francoeur a fait ses preuves. Il a occupé les positions les plus diverses. Né à Sainte-Anne-de-Bellevue, dans la province de Québec, le 21 décembre 1878, il fit ses études primaires à l'école paroissiale de son village. En quittant l'école à l'âge de 16 ans, il entra en apprentissage dans le métier de charpentier et menuisier qu'il a toujours pratiqué, au point de devenir un expert.

M. Francoeur avait un esprit civique très développé; il voulait que sa ville natale fût bien administrée dans l'intérêt de ses concitoyens. Il fut échevin et conserva son siège pendant 22 ans. Il devint par la



suite commissaire d'école, position qu'il occupa pendant 14 ans. M. Francoeur est estimé de tous ses collègues, passés et présents, pour les connaissances qu'il possède.

Le 10 mai 1903, les charpentiers de l'endroit parlèrent de fonder une union locale pour se protéger et améliorer leurs conditions de travail. Il fut l'instigateur et le fondateur de l'union locale 1584, affiliée à la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers. Il en fut le premier président; il occupa par la suite tous les postes importants, tels que ceux de secrétaire-archiviste, secrétaire-financier et trésorier. Il participa à maintes reprises à diverses conventions du Travail organisé international.

Au moment de sa nomination officielle, il y a à peine quelques semaines, il occupait la présidence du Conseil provincial des charpentiers-menuisiers, position qu'il occupe encore.

Connaissant son expérience du trade-unionisme, on peut recommander sans crainte aux ouvriers de cette province de bien l'accueillir. M. Francoeur sera toujours là pour se rendre à leurs désirs.

Le Monde Ouvrier lui souhaite tout le succès possible dans sa nouvelle fonction et croit sincèrement qu'il saura la remplir avec tact et avec avantage pour le Travail organisé international de la province de Québec.

## Rendons à César...

Dans notre numéro de samedi, le 9 mai, nous avons publié une photographie des principaux orateurs au grand ralliement ouvrier et, par une erreur involontaire, nous avons oublié de dire que la vignette nous avait été gracieusement fournie par le journal Le Canada. Nous prions donc nos lecteurs d'en prendre note, tout en nous excusant auprès du journal Le Canada de cette omission involontaire.

## Sir Walter Citrine

Secretary of the British Trade Unions Congress and President of the International Federation of Trades Unions.

Secrétaire du Congrès des Unions Ouvrières britanniques et président de la Fédération Syndicale Internationale.

Walter Citrine is the skilled craftsman of British labor not because he happens to have risen from the ranks of the Electrical Trades Union but because he has patiently schooled himself in the art of representing the cause of laboring men and women before the tribunal of public opinion, however difficult the odds and however intricate the problem.

In his skill and tenacity the best traditions of the British yeomanry are amply served. He richly deserves the distinction which has come to him and his constituency through elevation to the knighthood in June, 1935, and to His Majesty's Most Honourable Privy Council in June, 1940.

He fills the role with dignity and understanding and accepts such honors because they enable him better to serve the humble, hardy folk from whom and for whom he has climbed the long road from poverty to leadership.

He was born in Liverpool in 1887. His father was a sailor, "a windjammer man." His mother was a Scotswoman. At eleven and a half Walter left school and began his apprenticeship in the electrical trade.

Working at the trade, educating himself at every opportunity, seeing daily the need for forceful and effective trade unionism, Walter Citrine progressed step by step until he became assistant secretary in his own organization.

In 1923 he was elected to a similar post in the central federation of British Labor, the Trades Union Congress. In 1926 he was elected unanimously as general secretary of the Trades Union Congress.

His services in this post on behalf of the five million members of the two hundred and twenty-three affiliated organizations won him entrance into His Majesty's Privy Council. But the Right Honorable Sir Walter is just as intensely a trade unionist, just as staunch a Labor Party member, as when he won his first office in his local union in Lancashire.

In 1928 he was elected president of the International Federation of Trade Unions and since then he has been constantly re-elected as leader of this great world-wide organization of independent free trade unions representing before the war over twenty million workers.

He admits the errors of the past, the failures to accomplish the ideals of 1917-18, the stupidity and the treason of men and women in many countries including his own, but Sir Walter Citrine looks upon the future with the same courage and resolute determination which have characterized the bulldog grit of his people ever since they were forced to choose between the fury of war and the slavery of any future appeasement.

Sir Walter points to the fact that the Labor Party of Britain today dominates the governing units of much of that country and that the government has not only taken labor into its councils but has duly accepted the fundamental practice of consulting labor before any new policies affecting labor are established.

Even more important, he points out, is the fact that employers and labor are on an equal footing with government in determining any changes, and that the unity of purpose and agreement on procedure thus far have come from the closeness in which all parties are knit together in adversity and out of which the elements of a new and good order of society can be fashioned.



Walter Citrine est un ouvrier expert du syndicalisme anglais, non pas parce qu'il s'est élevé des rangs de l'Union des Métiers de l'électricité, mais parce qu'il s'est patiemment instruit dans l'art d'évoquer et de soutenir la cause des travailleurs et des travailleuses au tribunal de l'opinion publique, nonobstant les difficultés à surmonter et la complexité des problèmes à résoudre.

Son habileté et sa ténacité démontrent bien son origine travailliste anglaise. Il mérite, certes, les faveurs dont il a été l'objet, chez lui et ailleurs, notamment son élévation au grade de chevalier en juin 1935, puis sa désignation comme Conseiller privé de Sa Majesté, en 1940.

Il est né à Liverpool en 1887. Son père était un marin, sa mère une Ecossaise. A onze ans et demi, Walter quitta l'école et commença son apprentissage comme ouvrier électricien.

Tout en travaillant de son métier, il s'instruisit pour ainsi dire lui-même, à chaque occasion, se rendant compte quotidiennement des besoins d'un syndicalisme ouvrier pressant et effectif. C'est ainsi que Walter Citrine progressa étape par étape jusqu'au moment où il devint secrétaire adjoint de sa propre organisation syndicale.

En 1923, il fut élu à un poste semblable dans la fédération centrale du travail britannique: "Le Congrès des Unions Ouvrières". En 1926, il était élu unanimement secrétaire général du Congrès des Unions Ouvrières.

En 1928, il était élu président de la fédération internationale des Unions Ouvrières et, depuis lors, il a été constamment réélu comme chef de cette grande organisation mondiale des Unions Ouvrières Indépendantes, laquelle, avant la guerre, comptait plus de 20,000,000 d'adhérents.

Il envisage l'avenir avec espoir, confiant que, cette fois, le peuple de tous les pays va insister pour ne pas recommencer le drame actuellement causé au monde par un ignoble maniaque fanatisé par la soif du pouvoir et de la conquête brutale.

Il admet les erreurs du passé et le fait qu'on n'a pas appliqué les idéaux formulés en 1917 et en 1918. Il admet aussi la stupidité et la trahison d'hommes et de femmes en beaucoup de pays, y compris le sien, mais Sir Walter Citrine envisage l'avenir avec le même courage et la détermination qui caractérisent en ce moment l'attitude de ses compatriotes depuis qu'ils ont été obligés de choisir entre la furie de la guerre et l'esclavagisme de toute tentative éventuelle d'apaisement prématuré.

Sir Walter Citrine montre que le parti ouvrier anglais domine aujourd'hui les corps publics gouvernants de presque tous les pays et que le gouvernement anglais a non seulement incorporé l'élément ouvrier dans son cabinet ministériel, mais s'est également décidé à consulter l'élément ouvrier avant que d'appliquer des mesures pouvant affecter les travailleurs.

Ce qui est le plus important, dit-il, c'est le fait que les employeurs et les employés sont sur un même pied d'égalité avec le gouvernement lorsqu'il s'agit de décider tout changement, et cette unité d'action et de but entre toutes les parties intéressées démontre que l'adversité les a réunis et qu'un ordre nouveau pourrait bien les unir davantage dans l'avenir.

## Pour un mieux-être matériel

A tout seigneur tout honneur ! Nous ne devons laisser qu'à nos dirigeants le soin de travail à nous obtenir nos salaires et nos conditions de travail que nous jugeons nécessaires pour apporter à nos foyers la pitance journalière et tout ce qu'il faut pour la subsistance de nos familles.

En fait de salaire, nous déplorons les maigres pitances qui sont octroyées à un trop grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières qui ont à en subir tous les inconvénients. C'est le cas de dire que certaines institutions donnent à certains de leurs employés une pitance de quelque quatre cents dollars par année pour un travail exécuté avec soin et adresse. Et combien d'institutions de ce genre qui ne se font aucun scrupule d'offrir à leurs employés un semblant de salaire qu'il fait peine à recevoir et qui est accepté par humiliation.

En effet, rien n'est aussi grand qu'une grande douleur. Le zèle que ces employés déploient au service d'un idéal c'est l'ardeur qui leur fait désirer le succès d'une bonne cause. Donc, quelle récompense peuvent-ils attendre de leurs employeurs, si ce n'est au moins une reconnaissance bien méritée. Comme le proverbe dit : "l'ingratitude est la porte par où sortent la plupart de ceux que la reconnaissance embarrassent". Par conséquent, il est difficile de s'attendre à recevoir une rémunération qui conviendrait au dévouement et au travail accompli. Malgré leur détermination et leur grande foi dans l'unionisme, il leur est parfois très difficile de poser leurs conditions. Les travailleurs ont le droit à un mieux-être matériel et moral qui leur permette de vivre dans la joie et d'envisager l'avenir avec plus de sérénité d'esprit et de sentiment.

BEN. DROLET.

## La Loge Ste-Marie et la question du transport

La Loge Ste-Marie, No 234 de la Fraternité des wagonniers des usines Angus, s'occupe de ses affaires. Il y a quelques années elle avait eu à se plaindre que le Canadien National, entreprise du gouvernement fédéral, absorbait presque tout le trafic du transport au détriment de la Compagnie du Pacifique Canadien. Cette question à force de protestations semblait avoir été réglée à la satisfaction des intéressés, c'est-à-dire que le transport des marchandises devait s'effectuer à 50 pour cent sur chaque réseau.

L'exécutif de la Loge Ste-Marie ayant pris connaissance que l'entente avait été depuis quelques semaines l'objet d'une négligence regrettable autorisa son secrétaire, M. Alcide Montpetit, à écrire aux députés fédéraux de Montréal, au premier ministre l'hon. M. King, au ministre des munitions l'hon. C.-D. Howe et au ministre du transport l'hon. J.-A. Cardin, attirant leur attention sur le fait que cette entente n'était pas respectée. Les deux chemins de fer travaillant à pleine capacité, les deux devraient être également favorisés au sujet du transport.

Les honorables MM. King et Howe ont accusé réception de la demande de la Loge Ste-Marie, laquelle a été remise pour entière considération au ministère du transport dirigé par l'hon. J.-A. Cardin.

A la suite de ce rapport important l'attitude des officiers dans ce cas a été approuvée à l'unanimité au cours de la réunion de la Loge Ste-Marie vendredi dernier sous la présidence de M. Donat Allaire. Ce qui semble intéresser les membres c'est le rapport du comité de protection et des griefs dirigé par M. Henri Vaillancourt. Ce dernier et ses collègues MM. Michel Denis, Jos. Gour et L.-P. Nolet firent un long rapport traitant de toutes sortes de cas différents exigeant des ajustements dans les conditions de travail de leur département respectif les-

## Injonction contre musiciens rejetée

L'hon. juge en chef Greenshield, de la Cour supérieure, a rejeté, mercredi, le 12 mai, avec dépens la requête en injonction présentée par le cabaret "Tic Toc" contre la Guilde des Musiciens de Montréal et MM. Izzy Aspler, son président, et Ed. Charette, son trésorier. La compagnie opérant le cabaret a demandé à la Cour d'empêcher le groupe de musiciens à son service de quitter leur emploi pour s'engager dans d'autres cabarets à un salaire plus élevé. Elle a invoqué la fixation des salaires par la Commission des prix et des salaires.

En rendant jugement, le tribunal a déclaré que les musiciens ne sont pas compris dans les termes de l'ordonnance fédérale et qu'ils ont le droit de prendre les moyens légaux pour améliorer leurs conditions. La requête est rejetée.

## Rivières et fleuves

Les rivières et fleuves rongent continuellement le sol des États-Unis et en emportent une proportion assez considérable à la mer. Les géologues évaluent cette quantité à 783 millions de tonnes annuellement.

quels rajustements furent agréés par les directeurs de la compagnie du Pacifique Canadien. M. Michel Denis recruteur recommanda l'admission de plusieurs nouvelles recrues. Un autre rapport appréciable est celui du secrétaire financier R.-B. Lamarche et du secrétaire trésorier Aldéric Bertrand.

Toutes dépenses payées depuis la dernière réunion, le fonds de la Loge accuse un surplus de \$7,000 plus \$2,000 de bons de la victoire. Pour des raisons plausibles M. Alcide Montpetit donna sa démission comme délégué au Conseil des Métiers et du Travail. Cette position vacante exigeant une élection, M. Albert Grenier fut élu délégué au dit conseil.

N'ayant pas d'autres affaires à transiger la séance s'ajourna au deuxième vendredi de juin.

## Débardeurs

L'Association Internationale des Débardeurs, Local 375, tiendra son assemblée régulière dimanche, le 17 mai, à 2 heures de l'après-midi, en leur salle, au No 525 de la rue Bonsecours. Des questions importantes seront discutées. Tous les membres doivent se faire un devoir d'y assister.

J.-M. SHANNON,  
Secrétaire-trésorier.

## Réunion intéressante des métiers de l'imprimerie

La Fédération des Métiers de l'Imprimerie des Unions Internationales, en existence depuis à peine deux ans, convoquait, lundi dernier, le 11 mai, en ses quartiers généraux, 909, boulevard Saint-Laurent, à une réunion générale des officiers des différentes unions des métiers de l'imprimerie.

On remarquait dans l'assistance : MM. Charles Coutu, président de la Fédération et ancien président de l'Union typographique Jacques-Cartier No 145 ; Jos. St-Hilaire, président actuel, et C.-E. Chalifour, secrétaire-trésorier Union typographique Jacques-Cartier No 145 ; J.-W. Blaquière, ex-président, T.-L. Doutré, Art. Langevin, Henri Richard, membres de l'Union typographique No 145 ; C. Arpin, Albert Bolduc, Albert Julien, Georges Vallières, Pat Galley, de l'Union locale No 91 des relieurs ; Emile Fagnant, président, Georges-C. Brunelle, secrétaire, Alfred Brissette, Emilien Bérubé, Armand Poirier, Union internationale des pressiers et assistants, local 52 ; Herbert Thorneycroft, président de l'Union des lithographes, local 27 ; John Kelley, organisateur de l'Union internationale des lithographes ; Sidney B. Ennis, président de l'Union des photographes, local No 9, et Robert Smillie, secrétaire ; René Moineau, secrétaire de la Fédération et secrétaire du local 33 de l'Union des stéréotypistes et électrotypistes, et Walter Forrest, correspondant ; R.-G. Thistlethwaite, Léo Martin, Charley Bond, J.-E. Sweeney, T.-P. Keenan, de l'Union typographique de Montréal, local 176 ; J.-D. Kelly, du local No 9 de l'Union des photographes ; Marcel-E. Franço, secrétaire-trésorier de la Fédération provinciale du Travail de Québec ; Ben. Drolet, chroniqueur du *Monde Ouvrier*, et nombre d'autres.

Comme dans toute fête réunissant un grand nombre de convives, des discours furent prononcés, entre autres, par MM. T.-P. Keenan, Jos. St-Hilaire, Emile Fagnant, Pat Galley, J.-W. Blaquière, Charles Coutu, John Kelly, C.-E. Chalifour, A. Julien, Marcel-E. Franço.

A l'ouverture de la réunion, une motion fut unanimement adoptée exprimant des souhaits d'un prompt rétablissement à M. Tom Moore, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, à l'hôpital Saint-Luc depuis qu'il a été frappé de paralysie partielle, durant l'assemblée du 7 mai dernier, en la salle de l'Assistance Publique.

Les présidents conjoints Charles Coutu et T.-P. Keenan expliquèrent pourquoi la Fédération avait été fondée et ses moyens d'action, ainsi que son programme.

Ensuite, ils invitèrent quelques délégués à dire quelques mots. M. Jos. St-Hilaire, président du local 145 des typographes, a fait remarquer que c'est par la coopération que la Fédération atteindra son but. Il serait désirable, qu'en plus de toutes les unions des métiers de l'imprimerie, toutes les unions des mêmes métiers dans la province fassent partie de la Fédération. C'est pourquoi les unions de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, etc., seront invitées à se rallier à la Fédération pour en former un organisme provincial.

M. H. Thorneycroft fit remarquer que depuis que le contrat collectif

## 6<sup>e</sup> anniversaire des employés de tavernes

Il régnait un enthousiasme plus qu'ordinaire à la réunion de l'Union des employés de tavernes, local 200, dimanche dernier. En l'absence du président Nelson Fortier, le vice-président Roméo Diotte présidait. Le principal facteur de cet enthousiasme c'était la célébration du 6<sup>e</sup> anniversaire de fondation de cette union locale. En effet, ce fut le 10 mai 1936 que l'Union des employés de tavernes fut fondée, au cours d'une grande assemblée d'employés de tavernes désireux de s'organiser pour améliorer leurs conditions de travail, qui étaient alors loin d'être bonnes.

Cette réunion eut lieu au Monument National, sous la présidence de feu G.-R. Brunet, président du Conseil des Métiers et du Travail dans le temps. Les principaux orateurs furent MM. W. MacTavitt, de l'Alliance internationale des commis de bar, d'hôtels et de restaurants ; Jos. Pelletier, secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail, et Ben. Drolet, chroniqueur ouvrier. Depuis cette date, cette union a obtenu des succès notables. Elle compte aujourd'hui environ quarante tavernes employant exclusivement des membres de l'union, les salaires des employés sont déterminés par une ordonnance de la Commission du salaire minimum, grâce à l'activité et au dévouement des officiers. Enfin, elle est sur la voie de la prospérité : à chaque réunion elle reçoit des demandes d'admission et, présentement, elle est en train de poursuivre une campagne intense de recrutement afin de grossir davantage ses rangs.

Les employés de tavernes ont tout à gagner à faire partie de l'union, la contribution mensuelle est très modique et même insignifiante si on la compare aux bénéfices que l'union procure à ses membres, sous forme de meilleurs salaires, de protection et de conditions de travail améliorées.

M. Charles Lalonde, le nouveau secrétaire-financier, exposa un plan déterminant les devoirs des officiers. Le rôle du président, par exemple, serait de voir à prendre les informations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'ordonnance No 23, auprès de la Commission du salaire minimum et des associations similaires ou connexes. Celui du secrétaire serait de voir à ce que tous les membres se tiennent en règle, tant dans leur propre intérêt que dans l'intérêt de l'organisation, et d'inviter tous les employés de tavernes à appartenir à l'union. Il donna avis aux anciens membres qui, pour une raison ou pour une autre, ont quitté les rangs de l'union, qu'ils seront dorénavant obligés de payer \$7.50 pour leur réinstallation.

M. Eugène Duplessis, délégué au Conseil des Métiers et du Travail et à la Conférence d'organisation pour la production de guerre, tenue le 7 mai dernier, donna un rapport détaillé des réunions de ces deux corps.

Il fut résolu que le secrétaire-financier E. Lalonde et le trésorier W.-A. Brunet, auraient la responsabilité vis-à-vis la banque de signer les chèques.

Ajournement au 24 mai.

était en vigueur le salaire minimum était devenu le salaire maximum. Il réclame donc l'organisation entière des ouvriers de l'imprimerie, afin d'obtenir le salaire dû à l'ouvrier compétent.

MM. C.-E. Chalifour et A. Julien ont dit quelques mots du boni de vie chère, et quelques autres délégués en profitèrent pour donner leur opinion sur ce boni ainsi que sur les démarches faites par leurs unions pour l'obtenir. Il a été dit que le Conseil régional du travail de Québec avait été autorisé à régler le cas des ouvriers de l'industrie de l'imprimerie ; mais, à datq, rien ne paraît avoir été décidé.

Au début de la réunion, on remarqua l'absence de M. F.-W. Maxted, vice-président général de l'Union des pressiers et assistants, retenu à Toronto dans l'intérêt de son Union.

## LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble le premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 455, rue LaGauchetière Est. Président, Paul Fournier 1440 Bleury ; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J. E. Gagné, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. LA. 5361 ; vice-présidents Onésime Renaud, 909 boulevard St-Laurent ; J.-M. Shannon, 405, rue Champ-de-Mars, Tél. BE. 182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 01; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; Associate member: Amalgamated Lithographer of America No. 27. President, W. Forrest; vice-président, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelles; Secretary-Treasurer, James Philp, Room 103, 686 Notre-Dame St. W., Tel. MA. 7489; Executive, John Moore, Alfred Quéry and John C. Kelly; Auditors, J. A. Ricard and J. D. Kelly. Council meets second Tuesday of each month at 900 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — S'assemble le 1<sup>er</sup> samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Joseph Saint-Hilaire, 4115, rue Papineau, Tél. CH. 7174; secrétaire-trésorier, Chs.-E. Chalifour, 7430, rue Christophe-Colomb, Tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. — Meets first Sunday of each month at the Mount Royal Hotel. R. M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philp, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; Tel. MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Ferdinand Doucet; vice-président, Eléazar Bernier; secrétaire, Edouard Larose; trésorier, E. Lanthier; exécutif, J.-A. Chamberlain, Emery Lanthier, B. Labelle; garden, Georges Bélaïr; agent d'affaires Edouard Toussaint.

Assemblée chaque mercredi, à 8 h. du soir, au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11. N. L'heureux, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10. Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis, au Monument National, chambre 10, Eudore Primeau, secrétaire, 116 — 4<sup>e</sup> Avenue, Verdun.

U. L. 1224, s'assemble tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis, à 1252, rue Stanley, H. H. Salter, secrétaire, 2282, avenue Oxford N. D. G.

U. L. 1360 s'assemble tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis, 4030 ouest, Notre-Dame; H. Martin, secrétaire, 2845 rue Claude Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1<sup>er</sup> lundis, à 168 — 1<sup>ère</sup> Avenue, Lachine, Haris Daoust, secrétaire, 159 — 1<sup>ère</sup> Avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis, à 2788, rue Volois, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orfèvres.

Membres Associés ce local s'assemblent le 2<sup>e</sup> mardi au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 290, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 290, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux, — Headquarters, 1153, St-Denis, Tél. LA. 2503. Officiers — Officers: Elphège Beaudin, président et agent d'affaires; Jean Renaud, vice-président; O.-A. Neveu, sec.-financier; Victor Trudeau, assistant agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbusel, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2<sup>e</sup> mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi président l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSEIERS D'AMERIQUE, Local 319. — S'assemble le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> lundi du mois au No 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Renaud 833 Charron; vice-président, C.-A. Mondor, 4227, rue Mettans; secrétaire-correspondant, René Demers, 1009, Sherbrooke, est, 64, AM. 1991; trésorier, L.-P. Boiselle, 564, rue Gaudin; secrétaire-financier, Ernest Dève, 6633, rue St-Dominique; conducteur, A. Goudeau, 9078B est, rue Notre-Dame; Auditeurs: Arthur Bois-menu, 4621, rue Colonial; H. Dedue, 2492A, est, rue Demontigny; A. Chevalier, 2127, rue Jeanne d'Arc; gardien, Jos. Girard, 8415, rue St-André; agent d'affaires, Edgar Gilbert, bureau 909, boul. St-Laurent, chambre 31, Tél. PL. 6264.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSURE, Local 219. — BOOT & SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les mercredis soirs à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 2446 Dorion; vice-président, René Champagne, 10645 Sackville, DP. 351; 2<sup>e</sup> vice-président, Alex. Santa, 3669 St-Dominique; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKeecher, 1331A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 6511; président, Cl. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670, rue Papineau, Tél. AM. 7982; sentinelle, Philias Leclair, 1268 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif s'assemble le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> vendredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président Rosario Herbert, 3524 Dorion, CH. 3987; vice-présidente, Mlle Alice Riendeau, 921 Dorchester est.; secrétaire, Jos. Beauregard, 1598 rue Beaudry.

RENOMMÉ DEPUIS DES ANNÉES. PLUS FORT! PLUS SAVOUREUX!



PRODUIT DE MELCHERS DISTILLERIES LIMITED, MONTREAL ET BERTHIERVILLE.

## Démonstration filmée chez les pressiers

L'Union des pressiers et assistants, local 52, tenait vendredi son assemblée mensuelle sous la présidence du confrère Emile Fagnant assisté de tous les officiers. M. F.-W. Maxted, vice-président général et secrétaire-trésorier du local 52, de retour d'Ottawa dans l'intérêt de l'Union internationale des pressiers, intéressa les membres sur le but de son voyage. Il dit que pour quelque temps encore ses activités seront confinées à la ville de Toronto, à la demande du bureau général. En ce qui concerne les activités du local 52 elles sont très favorables aux intéressés.

Plusieurs questions qui ont trait au métier et au contrat collectif de travail ont été résolues.

Le secrétaire Brunelle avisa les membres que la compagnie Ault & Wiborg, fabricants d'encre et de rouleaux pour l'imprimerie, offrait de donner une démonstration filmée, de la manière dont on fait l'encre et les rouleaux. Cette offre fut bien accueillie des membres.

Le secrétaire a été autorisé à faire les arrangements nécessaires quant à la date de cette démonstration. On apprend que vendredi soir le 1er juin prochain est le soir choisi pour cette séance filmée qui sera des plus intéressantes et instructive pour les membres. Qu'on ne l'oublie pas.

## Lourde tâche des journaux

L'hon. Georges Dansereau, ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Québec et député d'Argenteuil, a fait l'éloge des journaux pour leur attitude durant la guerre, au cours d'une allocution prononcée au sixième congrès des gérants de la circulation de journaux de Québec et d'Ontario, au Club Seignior, à Lucerne-en-Québec. Il représentait l'hon. Adélard Godbout, premier ministre.

Les journaux, a déclaré l'hon. M. Dansereau, exercent une grande influence et en conséquence leurs responsabilités se trouvent augmentées en temps de guerre. Ils ont à leur disposition tous les moyens de propagande, pouvant se prononcer en faveur ou contre une théorie, en faveur ou contre un groupe d'hommes. "Ils peuvent même façonner l'opinion publique et avec le temps créer toute une mentalité", ajouta-t-il.

A l'heure actuelle, toute critique destructive doit être absente des journaux et ceux-ci doivent travailler plus que jamais à promouvoir l'entente et l'unité entre les différents groupes de notre population.

M. Dansereau a été présenté par M. Laurent Paradis, des Trois-Rivières, et remercié par M. Joseph Fehrenbach, de Kitchener.

Au cours du congrès, M. Fred-P. Hotson, de Toronto, a demandé aux journaux de continuer à publier les "articles spéciaux". Lorsque la guerre sera terminée, les journaux n'auront plus d'intérêt pour les lecteurs s'ils ne peuvent plus obtenir d'articles spéciaux. Il se prononça spécialement en faveur du maintien des sections comiques.

M. Laurent Paradis, des Trois-Rivières, président de l'Association, a rappelé brièvement les problèmes apportés par les restrictions sur les prix.

## TRIBUNE LIBRE

# La Production de guerre

Monsieur le Rédacteur,  
Le Monde Ouvrier.

En recevant mon journal de samedi dernier, je fus des plus surpris de voir qu'une si grande importance était accordée au discours de M. R.-P. Bell, directeur général de la production aéronautique pour le Canada. Je fus d'autant plus surpris que ce discours me paraissait aller complètement à l'encontre du but que se proposaient les ouvriers qui avaient convoqué et organisé cette conférence qui eut tant de succès et que je vous encourage à continuer jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible à aucun des dirigeants du pays de prononcer des discours dans le ton de celui de M. Ralph-P. Bell. Cela peut durer longtemps, mais le Travail est habitué aux luttes de longue haleine. Enfin, pour expliquer mon étonnement, je crois que c'était une bonne idée de le mettre en lumière et de placer les ouvriers bien en face du plus grand obstacle qu'ils auront à renverser : la mauvaise volonté du patronat qui cherche tous les moyens de toujours faire retomber sur les travailleurs le blâme pour le retard dans notre effort de guerre. Vous avez bien fait de mettre ce discours en bonne place dans votre journal, ne serait-ce que pour montrer que les cerveaux ne sont pas seulement du côté de ceux qui ne se salissent pas les mains pour faire leur part dans la défense du pays, et qui ont toujours été les meneurs du peuple sans en avoir toujours les qualités requises. Car il faut bien se rendre compte que le gouvernement semble croire que la matière cérébrale digne d'être mise à contribution ne se trouve que dans le crâne des grosses légumes ; si ce n'est pas le cas, on le dirait tout de même, car les travailleurs n'ont que de très rares représentants dans les commissions ou bureaux nommés en vue de l'effort de guerre. A Ottawa, il y a une pléthore d'employés, de directeurs, de contrôleurs — ainsi que dans tout le pays — et parmi eux on ne trouve que de rares représentants des travailleurs. Et cela malgré les démarches inutiles et répétées des organisations ouvrières pour obtenir la représentation à laquelle leur nombre leur donne droit. Mais, dans notre démocratie, de telles anomalies existent parfois.

Quant au discours de M. Bell, je ne crois pas qu'il restera sans réponse et que tous ceux qui l'ont entendu à la Conférence ont pu se faire une idée très nette du genre de coopération que les employeurs veulent : les ouvriers doivent coopérer avec les employeurs mais ceux-ci doivent rien faire pour coopérer avec les ouvriers, pas même reconnaître leurs unions. En passant, je me demande si les patrons demandent aux ouvriers de reconnaître leurs associations. Non, n'est-ce pas, ils les imposent et les ouvriers doivent accepter le fait accompli et traiter avec ces associations. Au contraire, les ouvriers demandent la reconnaissance de leurs unions, et le patronat leur oppose un refus formel et péremptoire.

On veut la victoire, mais on refuse de prendre les moyens de l'obtenir. Des hommes supérieurs à M. Bell ont dit que toutes les batailles ont été perdues à l'atelier. Mais M. Bell, qui est pourtant directeur de la production des avions au pays, devrait savoir, avant de nier cette assertion, que cette production, malgré ses progrès, n'est pas encore à la hauteur

des besoins de nos forces armées. On attribue cette carence au manque de matières premières, ouvrées ou non. Si c'est vrai, il faudrait activer la production de nos matières premières, vu qu'on nous a toujours dit que le Canada était le pays le plus riche en matières de toutes sortes. Quand on a les ressources naturelles à portée de la main, il est impardonnable d'invoquer le manque de matières premières pour justifier les retards dans la production.

Le contraste entre le discours de M. Bell et ceux des orateurs à l'assemblée du 7 mai nous fait voir que les ouvriers étaient justifiés d'entreprendre cette campagne et qu'ils sont encore plus justifiés de la continuer sans se laisser décourager par les difficultés et les obstacles qu'ils auront à surmonter.

Tous les ouvriers devraient lire attentivement le discours de M. Bell. Ils en tireraient des leçons utiles et encourageantes dans leur lutte pour augmenter notre production de guerre. Ils découvriraient pourquoi notre production fait défaut et ne pourra nous assurer la victoire sur nos ennemis si elle est continuée à ce rythme. Et nous pouvons sans risque d'erreur ne pas attribuer le blâme de cette situation aux ouvriers qu'on ne veut pas faire travailler ou auxquels on permet, sciemment ou non, de retarder la production. Il est vrai qu'on ne peut pas accorder de crédit aux rumeurs, mais il n'y a ordinairement pas de fumée sans feu. Il est déprimant d'entendre des ouvriers (sous la juridiction du directeur de la production aéronautique), dire, par exemple : " Cette nuit (ou aujourd'hui), je n'ai pas fait une heure d'ouvrage, mon foreman m'a dit de ne pas me presser... Et nous avons entendu des paroles trop souvent, hélas ! depuis deux ans. L'on croit que ces travailleurs parlent pour faire des farces. De deux choses l'une : ou c'est vrai, et on devrait y remédier ; ou c'est faux, et il faudrait qu'il soit impossible de dire de telles paroles sans risquer de faire rire de soi par ceux qui les entendraient et sauraient qu'elles sont contraires à la vérité. C'est cette vérité qu'il faudrait faire ressortir. Y parviendra-t-on ?

Il est vrai que M. Bell nous avertit qu'il exprime ses opinions personnelles ; qu'il n'est ni un représentant du peuple ni un employé civil. C'est pourquoi nous nous demandons si l'hon. M. Howe aurait été capable de tenir le même discours sans recevoir la réponse à laquelle il se serait inévitablement attendu. Ce qui revient à dire que de tels discours ne sont pas, dans mon opinion, susceptibles d'engendrer la coopération entre employeurs et employés. Et pourtant, c'est sur tous les tons et dans toutes les langues, qu'on demande la coopération du travail. Les dirigeants ouvriers qui sont en tête de cette campagne devraient étudier attentivement ce discours, qui est une synthèse assez fidèle de l'opposition patronale au travail, pour prendre les mesures de réussir dans leur noble tâche d'augmenter la production de guerre, même en dépit de ceux qui veulent les empêcher de le faire. Nous sommes assurés qu'il y a autant de "cerveaux" chez les ouvriers que chez les hommes d'affaires et les industriels.

Il est très regrettable que M. Tom Moore soit tombé malade durant son discours, car nous aurions eu une mise au point immédiate.

Ouvriers, en avant ! Rappelez-vous que : "Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage." Excusez cette longue lettre.

Votre tout dévoué,  
REGIS HARISPE.

## Manque d'intérêt à la ligue de l'étiquette

Vraiment comment peut-on exiger des unionistes de s'intéresser à l'étiquette et au cadre de l'union quand des unions elles-mêmes possédant cette marque unioniste ne s'y intéressent pas. Nous en avons eu une preuve évidente mardi soir, le 12 mai, alors qu'une troisième réunion devait avoir lieu pour jeter les bases d'une ligue de l'étiquette de l'union telle que la constitution du Conseil l'exige.

Aux deux premières réunions huit unions répondirent à l'appel pour la formation de la ligue en question. Des dispositions nécessaires avaient été prises pour amener toutes les unions intéressées à établir des règlements pour le bon fonctionnement de cet organisme.

Nous n'avons pas à se le cacher quand une indifférence comme celle-ci se manifeste à l'existence de cette ligue, il est futile d'anticiper une amélioration du patronage par les ouvriers.

Toutefois, trois unions ont répondu à l'appel du secrétaire Frank Giroux à assister à la réunion de mardi soir. Ce sont : l'Union des barbiers Local 455, qui étaient représentée par trois délégués ; l'Union des boulangers Local 115, par un délégué et l'Union des chapeliers Local 49 par un délégué. Chacun d'eux quittèrent la salle regrettant ce qui arrive à cause du manque de cohésion des unions impliquées.

## Retour de M. Boisselle L'oeuvre de paix n'est pas facile

Les peintres eurent une réunion extraordinaire lundi soir sous la présidence du confrère Jos Renaud, président.

Plusieurs nouvelles recrues furent admises et prêtèrent l'obligation d'usage. Les membres eurent également le plaisir de voir parmi eux le confrère L.-P. Boisselle trésorier du local 349, quelque peu rétabli de son récent accident.

Le secrétaire, R. Demers, annonce la réception du bureau chef de Lafayette, Ind., d'un chèque de \$200 en paiement du bénéfice de décès de feu Paul Renaud, chèque qui sera remis à Mme Jeannette Renaud. Le défunt n'était dans l'union que depuis 8 ans seulement. Ce qui prouve que les bénéfices attachés au livret de dus sont réels et que tous les membres, selon leur qualification, reçoivent sans difficulté ce qui leur appartient.

Il fut résolu à l'unanimité qu'une lettre soit adressée aux conseillers municipaux et aux députés provinciaux demandant à ce que la question se rapportant à la campagne entreprise par le local 349, en faveur de la diminution du prix de passage sur les tramways après minuit, soit prise en considération par nos hommes publics et que celle-ci soit adressée à son honneur le maire Adhémar Raynault.

## Travail plus long imposé aux Français

De Vichy, on annonce que le haut commandement militaire allemand en France occupée a promulgué cette semaine un décret par lequel il s'octroie le droit d'accroître les heures de travail dans les entreprises françaises. Il ordonne aussi aux patrons de faire rapport immédiatement sur le nombre et les aptitudes de leurs employés qui pourraient être mis à la disposition d'autres entreprises, par suite de l'allongement des heures de travail.

Ce décret, qui est signé par le général Otto von Stuepnagel, commandant militaire de la France occupée, stipule que le minimum des heures de travail sera fixé par le service économique des autorités d'occupation. Il est évident que l'allongement des heures de travail va faire des chômeurs.

## Feu S. Martineau

Trois-Rivières. — On est prié d'annoncer le décès de M. S. Martineau, père de M. Edmond Martineau. Le confrère Martineau est décédé à l'âge de 66 ans après vingt années de service à la "International Paper Co." des Trois-Rivières.

Le Monde Ouvrier offre à la famille en deuil ses condoléances les plus sincères.

A son retour de Londres, cette semaine, M. Edward-J. Phelan, directeur intérimaire du Bureau international du Travail, a déclaré aux journalistes que l'après-guerre présentera des difficultés qu'aucun pays ne sera capable de résoudre seul. Le monde n'échappera à la désorganisation économique et sociale et à la révolution, qui en est la conséquence, a dit M. Phelan, que si les pays sont prêts à suivre un programme détaillé de reconstruction.

M. Phelan s'est rendu à Londres pour prendre part aux délibérations d'un comité extraordinaire du Bureau international du Travail. Il fut résolu par les membres que toute entreprise de reconstruction doit tenir compte des répercussions sociales de la crise, que le Bureau international servira de liaison entre les gouvernements qui présenteront des programmes de reconstruction et que les organismes gouvernementaux devront collaborer à la transformation de l'industrie de guerre en industrie de paix.

Cette collaboration internationale est la condition essentielle de la paix. Le directeur du Bureau international du Travail croit que les gouvernements ne se feront pas prier pour présenter des programmes définis, mais il avoue que tous ne collaboreront à la réalisation d'un programme de reconstruction que si l'opinion publique fait pression sur eux. Il faut donc former l'opinion publique et, déjà, plusieurs pays désirent que le Bureau international du Travail présente le point de vue des nations démocratiques et fasse tout pour obtenir l'appui des peuples.

## Réunion remise

L'assemblée spéciale des boulangers, qui devait avoir lieu samedi dernier, en la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est, a été remise au 16 mai, c'est-à-dire aujourd'hui même. La raison en était que M. Omer Gaucher, président, ayant été malade, il était urgent que cette assemblée soit remise.

Nous apprenons de M. Gaucher que les pourparlers qu'il a eus avec les directeurs de la Compagnie des Magasins Atlantique et Pacifique avaient été amicaux et que ces derniers avaient consenti à entrer en négociations pour discuter les propositions de l'union. Un rapport en conséquence sera donc fait à la réunion de l'union, ce soir, en la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est.

## Buanderie-IMPERIAL-Laundry & SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS  
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés  
Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FAlkirk 1179  
1471, RUE PARTHENAIS

Call FAlkirk 1179  
1471 PARTHENAIS STREET



**LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD**

Est publié par la Fédération provinciale du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.  
 Exécutif: Arthur Martel, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et Elphège Beaudoin, vice-présidents, Marcel Franço, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094  
 Téléphone: LANcaster 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.  
 Executive: Arthur Martel, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and Elphège Beaudoin, vice-presidents, Marcel Franço, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094  
 Telephone: LANcaster 7808  
 Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal.

**ACTUALITES.**

**La pension des fonctionnaires provinciaux**

On ne peut qu'applaudir au geste récent de notre Législature provinciale par lequel celle-ci étend le bénéfice de la pension de vieillesse à tous ceux de ses fonctionnaires du "service extérieur", autrement dit à ceux qui, jusqu'à la passation de cette mesure complémentaire de prévoyance sociale, étaient privés de tout droit à cette pension ou, si l'on préfère, à cette retraite.

En principe, disons-nous, le "bill No 2" est irréprochable, ce que les députés de l'Opposition ont été obligés d'admettre. Mais dans la pratique qui va suivre, il est permis d'émettre quelques doutes sur le bon fonctionnement de cette loi dans l'état actuel des choses et tant que nos fonctionnaires provinciaux ne jouiront pas d'une sécurité d'emploi au moins égale à celle de nos fonctionnaires fédéraux, c'est-à-dire tant que notre province ne sera pas dotée d'une Commission (encore une Commission!) du Service Civil en bonne et due forme, comme celle qui préside au recrutement du personnel administratif fédéral.

En effet, à quoi peut bien rimer la perspective plus ou moins éloignée d'une pension pour un fonctionnaire qui doit sa place à des intrigues politico-électorales et qui est susceptible d'être mis à la porte n'importe quand et n'importe comment? Sans cette condition première de la sécurité de l'emploi parmi nos fonctionnaires provinciaux, ce droit à une pension de retraite perd tout son sens et ne se fonde plus, en fait, que sur l'exercice d'une fonction à durée toujours problématique jusqu'ici. Cette pension n'ayant, dès lors, que l'assiette incertaine qui, dans la très grande majorité des cas, va de pair avec l'insécurité de l'emploi de nos fonctionnaires provinciaux, elle devient aussi incertaine que l'emploi lui-même et perd, de ce chef, sa valeur essentielle qui est la sécurité.

Il se peut qu'on ait d'abord voté l'extension de la loi des pensions pour forcer en quelque sorte le vote éventuel de la Commission du Service Civil en notre province, mais il semble qu'on aurait dû établir cette Commission d'abord et procéder ensuite à l'extension de la loi des pensions à nos fonctionnaires provinciaux.

En votant cette loi, notre Législature provinciale a tout de même consacré un excellent principe de prévoyance sociale, en quoi le gouvernement Godbout peut être légitimement félicité. Le principe étant maintenant admis, il reste à assurer la sécurité d'emploi de nos fonctionnaires provinciaux afin que ceux-ci puissent compter absolument sur cette pension et y souscrire de bonne grâce, sans arrière-pensée et avec le sentiment qu'ils en sont les bénéficiaires, non pas les dupes.

Par ailleurs, il convient de noter, en passant, que ce "bill No 2" renferme quelques lacunes qu'il importerait de combler par la suite, mais en sa forme actuelle il constitue un pas dans la bonne voie et c'est surtout à ce point de vue qu'il convient de l'apprécier, si relative que soit sa valeur intrinsèque.

**Commission de conciliation**

Nous apprenons que l'hon. Humphrey Mitchell, ministre fédéral du Travail, a nommé une commission de conciliation pour régler le différend entre la Canada Car and Foundry, à Turcot, et ses employés, mem-

bres de la Loge 712 de l'Association internationale des machinistes, qui veulent la reconnaissance de leur union comme agent de négociation auprès de la compagnie.

L'hon. juge Paul Mercier, serait le président choisi par les deux autres membres de la commission, M. James Somerville, pour les ouvriers, et M. W.-A. Paterson, pour les employeurs.

**Au congrès de la presse Canadienne**

M. W.-Rupert Davies, éditeur du *Kingston Whig Standard* et président de la Presse Canadienne, déclara à l'assemblée annuelle de cette association: "Les journaux canadiens et l'association de la Presse Canadienne doivent en guerre exécuter une tâche beaucoup plus considérable, un travail plus ardu, assumer une plus grande responsabilité qu'en temps de paix". M. Davies remarqua que les enrôlements ont diminué le personnel de la Presse Canadienne. Il loua les directeurs qui ont su recueillir les renseignements en dépit de grandes difficultés.

"Les sociétaires de la Presse Canadienne ont la grande charge non seulement de guider l'opinion publique, mais de donner à leurs lecteurs le tableau exact de la guerre. Je suis fier des informations que rapporte la Presse Canadienne des champs de bataille", dit M. Davies.

"Les membres du bureau londonien de la Presse Canadienne recueillent les moindres informations des troupes canadiennes de Grande-Bretagne, des aviateurs et des marins canadiens. Le jour viendra où ce bureau enverra aux journaux canadiens la grande histoire d'une armée canadienne à l'attaque."

M. Elliott-M. Little, directeur du service sélectif national, adressa la parole au déjeuner de la Presse Canadienne. Si l'on en juge par ses remarques, il envisage la possibilité du rationnement de la main-d'oeuvre au Canada:

"A mesure que le temps passe", dit-il, "toutes les professions doivent être régies selon la gravité du manque de main-d'oeuvre. Il ne s'agit pas seulement de fournir du personnel à l'industrie, il faut aussi augmenter le rendement de celle-ci, améliorer les relations entre patrons et employés."

"Quant aux règlements du service sélectif, le gouvernement peut les rendre plus durs s'il le faut. Les journaux ont une importante fonction à remplir. Vous détenez le moyen d'incliner la population dans un sens ou dans l'autre. Ce pouvoir impose des responsabilités formidables, surtout en temps de guerre."

"Les Canadiens peuvent se féliciter d'avoir des journaux honnêtes et intelligents, qui disent la vérité. Il est important que nous sachions les faits, quelque désagréables qu'ils soient."

"Les emplois réservés, c'est-à-dire ceux qui sont fermés aux hommes aptes au service militaire, de 17 à 45 ans, ne sont pas tous des emplois qui ne sont pas indispensables. Par exemple, le journalisme figure parmi eux. Je ne crois pas que les propriétaires de journaux du Canada désirent un traitement de faveur. Vous avez une trop réelle connaissance du danger que nous affrontons pour le désirer ou l'attendre. Cependant, je puis vous assurer que nous n'avons pas l'intention de diminuer le pouvoir de la presse. Plus que jamais, la presse est nécessaire pour soutenir le moral et renseigner le peuple, afin qu'il ait le vif sentiment de son devoir."

"La préférence sera accordée aux hommes mariés dans l'octroi des permis pour les emplois réservés; on tiendra compte des industries locales indispensables et des exigences du moment."

"S'il est souhaitable que chaque homme, chaque femme fasse sa part, et je suis sûr que tous s'accordent là-dessus, il faudra peut-être instituer le rationnement de la main-d'oeuvre. Nous pourrions être obligés de n'accorder à chaque patron que la main-d'oeuvre dont il a absolument besoin."

"Quant à l'emploi industriel des femmes, je tiens à souligner que l'on ne songe pas à la contrainte. Les règlements du service sélectif ne s'appliquent qu'aux hommes; aucun ne touche les femmes. Néanmoins, j'ai la certitude que les femmes s'empresseront d'offrir leur concours quand il sera nécessaire. Nos femmes ont un désir de servir et de se sacrifier au moins égal à celui des hommes. On se gardera d'employer les femmes là où leur emploi réduirait des ouvriers qualifiés au chômage."

"Toutes les batailles perdues par les nations alliées depuis deux ans et demi l'ont été à l'usine. Lorsque nous autres Canadiens nous serons marqués au fer rouge, comme cela s'est imprimé dans l'esprit des peuples vaincus de la moitié de l'univers, nous n'aurons pas besoin de contrainte pour rationaliser la main-d'oeuvre", conclut M. Little.

**Le "Droit" condamné sur 2 accusations**

Le juge Glen Strike a ordonné au "Droit" d'Ottawa de payer \$100 sur chacune de deux accusations pour infractions aux règlements de la défense du Canada. Deux autres actions intentées contre le même journal ont été retirées par la Couronne.

C'est la première fois, au cours de cette guerre, qu'un journal est condamné pour avoir enfreint les règlements de la défense.

**La population du Canada**

La population du Canada est répartie comme suit dans les différentes provinces:

Ile du Prince Edouard ...	93,919
Nouvelle-Ecosse .....	573,190
Nouveau-Brunswick .....	453,377
Québec .....	3,319,640
Ontario .....	3,756,632
District Patricia .....	10,225
Manitoba .....	722,447
Saskatchewan .....	887,747
Alberta .....	788,393
Colombie-Britannique ....	809,203
Yukon .....	4,687
Territoires du N.-O. ....	10,849
CANADA (total) .....	11,420,084

Voici la classification de la population par sexe pour tout le Canada et pour chaque province:

**HOMMES**

Ile du Prince Edouard ...	48,319
Nouvelle-Ecosse .....	291,482
Nouveau-Brunswick .....	230,716
Québec .....	1,661,992
Ontario .....	1,894,794
District Patricia .....	5,972
Manitoba .....	371,795
Saskatchewan .....	470,798
Alberta .....	419,773
Colombie-Britannique ....	427,191
Yukon .....	3,008
Territoires du N.-O. ....	6,144
CANADA (total) .....	5,826,022

**FEMMES**

Ile du Prince Edouard ...	45,600
Nouvelle-Ecosse .....	281,708
Nouveau-Brunswick .....	222,661
Québec .....	1,657,648
Ontario .....	1,861,839
District Patricia .....	4,253
Manitoba .....	350,652
Saskatchewan .....	416,949
Alberta .....	368,620
Colombie-Britannique ....	382,012
Yukon .....	1,679
Territoires du N.-O. ....	4,695
CANADA (total) .....	5,594,062

**de Kuyper salue HULL**



Philémon Wright, de Hull, Angleterre, vint au pays en 1797, fit faire des défrichements et la coupe du bois sur la rive nord de la rivière Ottawa. C'est lui qui se rendit compte le premier de l'importance de l'industrie du bois dans la région, et, dans les années qui suivirent, on l'appela le "Roi de la Gatineau". Le canton de Hull, érigé en janvier 1806, fut ainsi nommé en l'honneur de la ville natale de Philémon Wright: Hull, Angleterre.



Produit pour la première fois à Rotterdam, en Hollande, en 1695, le Gin de Kuyper se vend dans le Québec depuis plus de 100 ans et sa popularité s'accroît sans cesse.

10 onces, \$1.05    26 onces, \$2.40    40 onces, \$3.45

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

**GIN de KUYPER**  
 CÉLÈBRE POUR SA VRAIE SAVEUR DE HOLLANDE

**GROUPE OPPOSE A LA SEMAINE UNIONISTE**

On nous informe de Washington qu'un groupe de sénateurs, en révolte contre la volonté gouvernementale, a commencé à s'organiser pour forcer le Sénat à suspendre la semaine de 40 heures et restreindre les activités unionistes dans les industries de guerre.

Les membres de ce groupe dirigé par les sénateurs Claude Pepper, démocrate de Floride, et Josh Lee, démocrate d'Oklahoma, espèrent faire discuter au Sénat un projet de loi endossé par un nombre plutôt considérable de démocrates et de républicains.

Ces gens veulent bien faire du patriotisme mais sans perdre les bénéfices que peut leur apporter la situation troublée de l'heure présente. Ils n'oublient jamais que les sous font des dollars qu'ils veulent garder pour eux seuls. Les sacrifices, c'est bon pour les travailleurs.

"Où le prix rencontre la qualité"

UN SEUL MAGASIN

**PAUL CORBEIL**

"LE MEUBLIER DU NORD"

DU. 5737 434 Est, Boul. CREMAZIE Etablie en 1915

## APL Executive Council Meets To Decide Vital War Policies

### Members Cheered by Production Gains and Absence of Strikes As Green Opens Sessions

Washington, D. C.—Members of the AFL Executive Council gathered here for one of their most important sessions in history, fully determined to vote any sacrifices necessary to help America win the war.

President William Green was prepared to submit to the Council highly encouraging reports on the successful enforcement of the AFL no-strike policy and on the constructive efforts of affiliated unions to speed up and increase war production.

Also high up on the list of agenda was the consideration of anti-labor legislation. President Green plans to tell the Council in detail of the victorious campaign carried on by the AFL and its Legislative Committee against the enactment of vicious measures which would have outlawed the closed shop, abolished the 40-hour week standard and destroyed the democratic freedoms of American workers.

Sir Walter Citrine, secretary of the British Trades Union Congress, arrived in this country by clipper to place before the Council a proposal for a war-time alliance of the Anglo-Soviet-American trade union movements.

In the past the American Federation of Labor has successfully fought the proposed admission of the Soviet union movement into such bodies as the International Federation of Trade Unions on the ground that it is dominated by the Government and is not a free, democratic trade union organization.

The Executive Council will review the status of the war in general and express the war aims and peace aims of American workers.

It will also survey the entire subject of war taxes and give special consideration to the latest proposal of the Treasury Department to lower personal exemptions in income taxes, thereby placing a heavy burden on those in the lower brackets who are least able to afford to pay taxes.

The policies which will guide the nation's manpower mobilization program will be studied by the Council and it is expected that some declaration may be made for the guidance of this program on practical lines.

The Council will unquestionably do its utmost to rally the membership of the AFL behind the War Bond drive. The AFL already has pledged itself to see to it that its members and unions purchase a billion dollars worth of these bonds by the end of the year and President Green has urged all members to place themselves on payroll allotment plans, assigning ten per cent of their weekly pay for War Bond purchases.

Many other weighty matters relating to America's war effort will come before the Council, which is charged with guiding the policy of the Federation between conventions.

In addition, the Council will chart organization and administrative plans for the next quarter.

### Le "Vancouver Sun" s'avoue coupable

La Sun Publishing Company, Ltd., de Vancouver, Colombie-Britannique, a admis sa culpabilité devant le magistrat de police, à une accusation portée en vertu des règlements

de la défense du Canada au sujet de la publication d'un article du "Vancouver Sun" traitant des défenses de la côte du Pacifique. Cinq accusations semblables portées contre cette compagnie ont été retirées.

Comme quoi il est prudent, avant de parler et d'écrire, de penser aux règlements de la défense du Canada.



### NATIONAL WAR LABOUR BOARD COST OF LIVING BONUS

The Dominion Bureau of Statistics has found that the cost of living index number for April 1, 1942, of 115.9 (adjusted index 115) has not risen by one whole point or more over the index number for October 1, 1941, of 115.5 (adjusted index 114.6). Accordingly, the National War Labour Board, pursuant to the provisions of Section 12 of Order in Council P. C. 8253, determines and announces, for the period May 15, 1942, to August 15, 1942, subject to the right of employers or employees to apply to a War Labour Board for authorization of payment of such an amount of cost of living bonus as a Board may determine to be "fair and reasonable," under the provisions of the Order, that:

(a) There shall be no change in the amount or percentage of cost of living bonuses presently being paid;

(b) An employer who has not been paying cost of living bonuses may not begin to pay such bonuses.

By Order of the National War Labour Board,  
Ottawa, Canada, HUMPHREY MITCHELL  
May 12, 1942 Minister of Labour and Chairman

### Les mouleurs de Saint-Jérôme soumettent leurs demandes

Les employés des fonderies de cette ville demanderont des augmentations de salaire substantielles, des meilleures conditions de travail et des améliorations au système sanitaire.

Les mouleurs de St-Jérôme se sont rendus en grand nombre dernièrement pour rencontrer l'organisateur en chef M. Menary et M. Humbert Riva, trésorier du local de Montréal.

MM. Menary et Riva ont fait le voyage à St-Jérôme afin de rencontrer les officiers et les membres du nouveau local, pour les encourager et afin de connaître leurs griefs dans le but d'y remédier promptement.

Au cours de ses remarques, M. Menary a appuyé sur les avantages qu'auront les employés des fonderies à soumettre leurs demandes afin qu'elles puissent être présentées à la compagnie aussi bien qu'aux agences du gouvernement qui ont été formées en vue de régler ces différends lorsque l'employeur refuse de les discuter avec les représentants des travailleurs organisés.

Monsieur Riva a ensuite adressé la parole à l'assemblée et il a fait remarquer tout le succès obtenu par les employés de fonderie dans l'amélioration des conditions, tant au point de vue du salaire qu'à la réforme des abus et des griefs. Les mouleurs n'ont jamais dans n'importe quelle occasion, chercher à prendre avantage de l'employeur à cause de la rareté de la main d'œuvre mais ils ont insisté sur leur droit qu'une compensation juste leur soit accordée.

Comparativement aux taux payés à Montréal et autres villes, les employés de fonderie de St-Jérôme ont droit à des augmentations substantielles. Il n'y a aucune raison pour que les taux à St-Jérôme ne soient rétablis proportionnellement à ceux qui prévalent dans les autres centres où il existe des fonderies.

Un des membres de l'organisation a appuyé tout particulièrement sur le système démodé qui existe actuellement et lequel devrait être perfectionné ou amélioré sans délai.

"Les mouleurs," a dit M. Menary, "sont engagés dans le travail de guerre essentiel et les employeurs ne devraient pas chercher à faire des profits exorbitants à leurs dépens."

Lorsque le Conseil Provincial des Employés Organisés qui a été proposé, sera formé, il sera en mesure de remédier aux abus résultant de la sous-location des contrats par les firmes établies dans les grands centres aux fonderies de campagne, lesquelles paient leurs employés en certains cas, 50% de moins que les mouleurs de Montréal, Trois-Rivières et autres parties de la province.

"Nous avons l'intention d'arrêter ces abus", a déclaré l'organisateur Menary, "et nous devons empêcher cette compétition déshonnête en justice pour le travailleur aussi bien que pour l'employeur raisonnable."

Il a de plus ajouté qu'aussitôt que la liste des griefs ou abus serait terminée, elle serait soumise à l'employeur et à moins de recevoir une réponse prompte et satisfaisante, une application serait envoyée au Département du Travail pour l'obtention d'un Conseil de Conciliation et d'Investigation.

A l'issue de la conférence, MM. Menary et Riva ont reçu de chaleureux applaudissements.

### Un anniversaire

Ouvriers de la confection pour hommes, n'oubliez pas que c'est samedi prochain, le 23 mai, le grand banquet, en l'hôtel Mont-Royal, pour célébrer le 27<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du local 115, canadien-français, de l'Union amalgamée des ouvriers de la confection pour hommes. C'est en effet en mai 1915 que fut fondé ce local.

M. A. Duquette et les membres du comité organisateur comptent que tous les membres du local 115 et leurs amis seront là. Qu'on se le dise!

## Faut-il un parti ouvrier?

M. le Rédacteur,

J'ai lu dans le numéro du 2 mai du *Monde Ouvrier*, une lettre de M. Albert Périgny, parue sous le titre ci-dessus. Cette communication m'a vivement intéressé, son auteur émet des idées justes et raisonnables; il me paraît cependant qu'un côté important de la question est resté dans l'ombre, c'est pour cette raison que je prends la liberté de vous écrire.

La classe ouvrière n'a pas une représentation adéquate si on considère son nombre, et comme le dit si bien M. Périgny, il est important de savoir si le monde ouvrier va enfin se décider à prendre ses affaires en main.

Il ne faudrait pas oublier la classe

agricole dans l'élaboration d'un tel mouvement, cultivateurs et ouvriers sont liés ensemble, non seulement pour leurs aspirations de mieux être mais aussi par des liens de famille.

Combien de retraités des villes rêvent de retourner à la campagne pour jouir d'un repos bien mérité après une vie de labeur et de tracasseries au sein de la fourmillière qu'est l'usine ou l'atelier?

Il me semble que si urbains et ruraux se connaissent plus intimement; si les uns et les autres se donnaient la main large ouverte et s'ils se regardaient franchement dans les yeux, ils se rendraient vite compte que leur alliance leur assurerait une puissance insurpassable.

En effet, la classe ouvrière et la classe agricole forment une masse qui se rend pas suffisamment compte de sa force, et cette masse, au lieu de choisir ses représentants dans son sein, confie le soin de défendre ses intérêts à des professionnels qui, souvent, ne les connaissent que d'une façon superficielle.

Il ne s'agit pas de renverser les institutions existantes; pas de chambardement, nul n'en désire, mais en vertu de l'adage qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même il suffirait de choisir parmi les deux classes les plus importantes de notre population des représentants dignes et compétents qui mettraient au rancart le bleu et le rouge pour s'occuper uniquement des intérêts de la population tout entière, sans distinction de parti.

Veillez excuser, M. le Rédacteur, la liberté que je prends en vous écrivant cette lettre et agréer l'assurance de ma sincérité.

Votre tout dévoué,

C. LOYAL

### Dans la fourrure

L'ère est à l'organisation dans le métier des teinturiers et apprêteurs de la fourrure. Mercredi soir dernier, le local 54 de cette organisation tenait une nombreuse assemblée, en la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est. M. Wilbrod Couturier, agent d'affaires du Conseil conjoint des unions locales 66 et 67 de l'union des ouvriers de la fourrure, entretint longuement les intéressés du besoin d'une solide organisation. Il est évident, dit-il, qu'ils ont besoin d'une union ouvrière pour se protéger. M. Couturier leur fit savoir que le temps était propice de coopérer pour revendiquer leurs droits. Malgré les décrets prohibant les augmentations ou les diminutions de salaires, le Conseil national du Travail d'Ottawa ainsi que le Conseil régional de Québec, a-t-il fait remarquer, quand ils prennent connaissance des injustices commises par les employeurs ont les pouvoirs nécessaires d'y porter remède.

Les quelque 200 personnes présentes demandèrent leur admission dans l'union locale No 54.

### Election des typos

Mercredi prochain, le 20 mai, les typographes seront appelés à élire les officiers de l'Union Typographique Internationale et à voter sur deux amendements aux règlements de l'Union. Nous les prions de ne pas l'oublier.

**A. F. OF L. WORKERS  
WILL DO THEIR DUTY  
TEN TIMES OVER TO  
SMASH THE AXIS**

## Conciliation Board Set Up For Turcot

After a demonstration of union solidarity lasting many months, Turcot aircraft workers finally succeeded in getting the Government to set up a board of conciliation to hear their case for an agreement with the Canadian Car and Foundry Company.

The decision of the Department of Labor to establish the board finally came on April 30 on the suggestion of Deputy Minister, Gerald H. Brown.

The long, drawn-out struggle of the Turcot workers to bring their wage rates up to the levels of the area, to have grievances heard by their own representatives, and to organize for higher output, began officially last September 26. On that date the unionists in the plant applied for a board of conciliation.

The matter was left in abeyance for a time until the blanket agreement between Lodge 712 and the Noorduyn, Fairchild and Vickers companies was signed in November. But Order-in-Council P.C. 8253 was passed during that month and the National War Labor Board was brought into existence. So the Turcot men sought through this board the permission to negotiate an agreement with the Canadian Car.

They were referred to the Quebec Regional Board and there obtained the permission requested. The response of the company at this point was to say that it already had an agreement with its employees under the Provincial Collective Labor Agreements Act. It pointed to the "Association of Employees" in their factory and asserted this group represented their men.

But under this set-up, Turcot's Lodge members noted company union conditions. Rates were sub-standard, the men had no grievance committee so the management did all classifying. There simply was no machinery with the workers participating whereby complaints could be handled and agreement clauses enforced.

During these sessions before the Regional Board early in March, the union representatives queried the chairman, Provincial Deputy Minister of Labor G. Tremblay, on this Collective Agreement. That official replied that even if such a pact were in effect there was nothing under the Collective Labor Agreements Act to prevent the Lodge and the company arriving at a separate agreement.

International Association of Machinists vice-president Lyons, Grand Lodge representative Robert Haddow, and business agent Villeneuve, then saw a company spokesman, P. Ellement, the works superintendent. Mr. Ellement declared all men in the plant were quite satisfied with the way things stood. The union delegates suggested a vote as a solution. But the management representative wouldn't hear of it.

When the Turcot workers heard of Ellement's attitude a large demonstration occurred in the plant. The men marched up to the superintendent's office and demanded a Lodge contract.

The Federal Department of Labor then had Raoul Trépanier investigate. A recommendation that a vote be taken followed. Still the company balked. It refused the Government department its list of employees for balloting purposes.

It was at this stage of the business that Deputy Minister Brown took the matter up with his department and a conciliation board followed. Hearings are expected to open shortly. — *The Spittire*.

It was announced this morning that Dominion Minister of Labor, the Hon. Humphrey Mitchell, had appointed this board, to be headed by Hon. Judge Paul Mercier, who was the choice of the two other members of the board. Mr. James Somerville will represent the employees, and Mr. W. A. Paterson will be the representative of the employers.

## St. Jerome Moulders to Submit Demands

Employees of foundries in that city will ask for substantial increases in wages, better working conditions and improvement of sanitary arrangements.

The Moulders in St. Jerome turned out in full force on Sunday last to meet General Organizer Menary and Humbert Riva, Treasurer of the Montreal Local.

Messrs. Menary and Riva journeyed to St. Jerome to meet the officers and members of the new local, to give them encouragement and likewise receive from them a list of grievances in order that efforts be made to have them promptly redressed.

During the course of his remarks, Mr. Menary emphasized the advantage of the St. Jerome Foundry Workers submitting their demands in order that they may be presented to the Company as well as such Government agencies that exist to deal with matters of this kind where the employer refuses to discuss them with representatives of the organized employees.

Mr. Riva told the gathering of the success the foundry workers had met with in very materially improving conditions both in the matter of wages and the remedying of grievances. The moulders did not in any way seek to take advantage of employer because of the scarcity of labour, but they rightly insisted that they be paid fair compensation.

In comparison with the rates paid in Montreal and other centres, the foundry workers in St. Jerome are entitled to very substantial increases. There is no reason why the brought up to the level that prevails in other centres where foundries are established.

Attention was drawn by one of the members that the sanitary arrangements were primitive and should be improved without delay.

## War Communiques to Aircraft Workers

Something which should be emulated in Canadian war industries has been started by the U.S. War Department. Special War Labor messages, such as the following have been sent to U.S. aircraft plants:

**Bell Aircraft:** The Bell Aircraft Co. has given highest praise for performance. The pilots who fly your planes against the Nazis describe its fire-power as 'devastating'. They say it can't be beaten for 'maneuverability and visibility'. We are glad to share this good news with you."

**North American Aviation:** "Ten North American B-25's flew 2,000 miles across the Pacific and Blasted Japanese Docks were wrecked, ships were sunk, airfields and ground aircraft destroyed. Your workmanship helped get them there and bring them back."

**Lockeed Aircraft:** "A battered Hudson bomber was landed safely after destroying a Nazi Junkers. She was riddled with 100 cannon holes. Part of her landing-gear had been shot away. But her toughness and stamina brought her home."

What do Minister of Munitions C. D. Howe and General A. McNaughton think of the idea? The men and women in our Canadian war plants would also like to know their work performs in action.

## U.S. Co-operation

Donald Nelson, chief of the U.S. War Production Board reported on April 23 that 600 Labor-Management Committees are now organized in the U.S. While he was unable to state definitely the number of American workers officially enlisted in the Production Drive to reach the President's goal of 60,000 planes, 45,000 tanks, 20,000 anti-aircraft guns and 8,000,000 tons of shipping in 1942, Mr. Nelson says the number runs into millions. Three of the big plants where Joint Labor-Management Committees are functioning employ 500,000 men.

"Moulders", Mr. Menary pointed out, "were engaged in vital war-work and employers should not seek to make huge profits at their expense". When once the proposed Provincial Foundry Workers Council is formed, it will be able to deal with the abuse resulting from the sub-letting of contracts by firms in the large centres to foundries in the country, the owners of which pay their employees in some instances, 50% less than what is received by moulders in Montreal, Three Rivers and other parts of the country. "We intend to stop this abuse" declared Organizer Menary, "we must prevent this unfair competition in justice to the worker as well as the decent employers".

He further stated that as soon as the list of demands were drawn up, they would be submitted to the employer and unless a prompt and satisfactory answer was received, an immediate application would be made to the Department of Labour for a Board of Conciliation and Investigation.

At the close of their addresses, Messrs. Menary and Riva were warmly applauded.

## Good Wishes for Tom Moore

Improvement in the condition of Tom Moore, President of the Trades and Labor Congress, stricken while speaking at a labor conference in this city on Thursday, May 7, makes welcome news. Continued betterment and ultimate recovery will come if a hope that is universal in Canada is realized. At sixty-four years, Tom Moore looks back upon a long period of leadership in the labor movement, a leadership that has been marked by constructive thought and considered action and he holds the respect of fellow-citizens in all walks of life. The confidence reposed in him by organized labor has been demonstrated by successive confirmations in the office of President of Canada's principal labor organization. He is esteemed and trusted by employers as well as by employees, has held important positions and has discharged responsible missions under the Government of Canada, and in all these capacities has acquitted himself honorably and well. That he will be able to resume his high place in the social and industrial life of Canada is the fervent wish of all who know him and of all who have followed his career. — *The Gazette*.

Trade Unions are the Army of Production!

Make Democracy Work; Join Your Union!

Trade Unions: Bulwarks of Democracy!

Equal Pay For Men and Women Workers!

## Nelson Urges Vacations

In response to numerous inquiries from industry and from labor, Chairman Donald M. Nelson of the War Production Board of the United States set forth the official War Production Board policy in regard to vacations in wartime. It follows: "Experience here and abroad is indicating that the worker, even when stimulated by the urgency of the Allied war situation, cannot work long hours and maintain peak output indefinitely. We know that he benefits in peace-time from an annual vacation. After the extensive overtime and the added emotional strain of the war effort, we can be sure some rest period this year is going to prove doubly effective in the restoration of his energy and determination.

"In planning the vacation program in 1942, it is particularly necessary in each plant that American Industry show its ingenuity in securing the vacation benefits without paying a counterbalancing cost in productive hours lost. This can be accomplished by doing work ahead in the departments affected, by further overtime of the workers not on vacation, by a special program of training substitutes for those workers scheduled to go on vacation, by the spreading of the vacations over the whole year in those sections where this is possible and spreading them evenly over the full May-through-September period in those sections where the greatest vacation benefits are secured in summer.

"I am depending upon American Industry to embrace the vacation opportunity, and solve its accompanying problem, in a way that will not let our current output suffer and yet will fortify our working force for the still greater accomplishments the President's program demands. Under no circumstances can the desire or need for vacations be permitted to excuse any shut-down of any department of any war production plant."

## Pour vos impressions

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

**Lancaster 5361**

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

**MERCANTILE PRINTING, LTD.**  
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

**Now for a DOW!**

**THE ALE OF GOOD TASTE**

## PALACE

2nd Laugh Week!  
BOB HOPE who calls  
MADELEINE CARROLL  
"My Favorite Blonde"  
with Gale SONDERGAARD  
GEORGE ZUCCO

## CAPITOL

Meet GINGER ROGERS as  
"ROXIE HART"  
with ADOLPHE MENJOU  
George MONTGOMERY  
Added Feature  
"On the Sunny Side"

## PRINCESS Theatre

Beware this BEAUTY!  
"NAZI AGENT"  
with CONRAD VEIDT  
ANN AYARS  
Added Feature  
"BORN TO SING"

## LOEW'S THEATRE

2nd Smash Week!  
CECIL B. DeMILLE'S  
"Reap the Wild Wind"  
IN TECHNICOLOR  
with JOHN WAYNE  
RAY MILLAND  
PAULETTE GODDARD

## MONARCH GAS RANGES

Made by

Canadians  
for  
Canadian Homes

Tél. Lancaster 3858

## Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS  
(Édifice du Théâtre St-Denis)  
Spécialités:  
Bouquets de Noces, Tributs floraux  
Escompte de 10% aux lecteurs du  
"Monde Ouvrier"  
Mme J.-Z. PILON, Rés. HA. 7901

### A FINE EXAMPLE

The Labor - Management Committee at the A. O. Smith Corporation of Milwaukee consists of 8 men from labor unions and five men representing management. The unions represented are I.A.M. Local 66, Plumbers and Steamfitters 601, Electrical Workers 663, Firemen and Oilers 125, Federal Labor Union 19806, Engineers Locals 11 and 311A and the Mill Carpenters District Council, all affiliated to the A. F. of L. This Joint Committee has written to former employees now in the U.S. Armed Forces asking them for letters, within the limits of censorship, telling how things made in the plants are performing.

# Union-Management Co-operation Vital to Better Understanding

Will increase production and help in solving post-war problems

BY BERNARD ROSE, K.C.

The impression is gaining ground and has almost become a conviction that very striking changes will take place following the war in connection with the structure and management of industry. These changes will have been largely brought about because of the belief, that since governments found it advisable or necessary during the war to generously subsidize industry or become owners of the enterprises engaged in war and ancillary production, that this new conception warrants a continuance of the government's interest in the production of commodities in order to meet community wants as well as provide employment.

The workers contend, that they are entitled to be consulted because of their contribution to the carrying on of productive processes or the operating of vital services. Their leaders have urged and will continue to urge, that an arrangement be entered into between union and management—whether the management represents invested capital or that represented by Government, in order, that the rights of the workers be protected and their views respected in all that relates to terms of employment, the measures to be adopted, or the policies to be followed, that will make for industrial peace as well as maintain production at a level that will permit a fair distribution of what is produced or the value created.

Quite a number of addresses on this important subject have been given by labour leaders and managers of personnel. Though they do not at all times agree, it has become evident that it is necessary to reduce friction in factories and enterprises to the lowest possible degree in order that harmonious relations be maintained.

No one who has written on this subject has discussed it as constructively and convincingly, as the Right Hon. W. L. Mackenzie King in his famous book: "INDUSTRY AND HUMANITY." His views on industrial relations are well known and excerpts from his book were published in a recent issue. No one better appreciates the value of peace in industry as well as as between nations than the Prime Minister of the Dominion. He has, on hundreds of occasions, stressed the advantages of peace and better understanding between groups and peoples. Unfortunately, adventurers seldom listen to wise counsel when once they are determined upon a policy of conquest or aggression.

Labour is no longer contented to take a secondary place. It declares that as one of the important contributory factors to the creation of wealth, that it should and must be consulted and be given the consideration it demands.

The intelligent worker employed in a factory, mill, mine or public utility, because of the experience he acquires, is in a position to make suggestions or recommendations that in many instances where adopted gave excellent results. The employer who resents this attitude on the part of his intelligent employees, creates an antagonism that prejudices output and better relations. The more enlightened employers know this. One of the foremost and most profitable examples of union-management co-operation was that entered into during the period the late Sir Henry Thornton was President of the Canadian National Railways. He created a precedent that has not been followed as widely as it might. Union-Management co-operation with the Canadian National Railways was found to work well and gave excellent results. Since the railway is practically owned by the government, those who favour a wider adoption of this policy urge that it be followed, not only in establishments that are privately owned but those governmentally subsidized, operated, or controlled.

Union-Management co-operation is all the more necessary and advisable in view of the recognition that is now being extended to the powerful, labour organizations. In the United States, the National Labour Relations Act has made collective bargaining mandatory. In the Dominion, the government's interest in this principle has been set forth in P.C. 2685.

The leaders of the workers contend, that collective bargaining can be made mutually advantageous if management is shared with the unions in all that concerns wages, working conditions, and other questions that intimately affect the welfare of the worker.

We are engaged in one of the most terrible wars in all history. Labour knows that its result will mean liberty or slavery. A new nation wide radio programme sponsored by the A. F. of L. and C. I. O. proposes to tell how the man in overalls is helping America win the war. Mr. Ph. Murray, President of the Congress of the Industrial Organizations, stated that his organization will use the opportunity the programme gives for the major purpose of promoting the war effort.

Mr. Wm. Green declared that labour wants "to tell the people of America what the workers of America are doing in the victory production programme, to speed America's triumph."

What Messrs. Green and Murray may say to the people of the United States can be said and applies to the people of Canada. The majority of the unions are affiliated with one or the other of the two groups. Knowing the fate of unions and union leaders in the totalitarian countries, and what has happened to labour organizations and their officers in the occupied territories, they require no urging to appreciate how vital it is to the liberty and future of the workers, throughout the world, to smash the forces that have been doing their utmost to destroy democracies. Success for the United Nations is entirely contingent upon the constant and ever-growing accelerated production of the munitions of war. If, as even the totalitarians admit, this is a war of machines, the democracies and particularly the United States and the Dominion, because of their industrial skill and capacity can and must produce, so overwhelming an abundance of the munitions and equipment needed to carry on war, that the Hitler gang will be forced to admit, that they cannot attain to the production of the democracies because of the larger quantities of material available, the better skill of the democratic worker, and the pledge on the part of labour to leave nothing undone to provide the armed forces with all that is required to smash at Hitler from the skies, on the seas, and the organizing of huge and victory determined democratic armies.

If employers want to see some form of capitalism survive, and regardless of whether they are presently engaged in manufacturing war supplies or commodities for which there is a commercial demand, they will in their own interest as well as that of the nation, show their good sense and goodwill by discussing with their employees the many questions that can be effectively dealt with through the adoption of a policy of Union-Management co-operation.

In Great Britain, the organized workers and the organized employers have agreed upon a policy that has been found to work with a great deal of success. There is no reason why a similar policy cannot be adopted and adhered to by employers in the United States and the Dominion. Union-Management co-operation will not only result in bringing about a higher and better relationship between employer and employee, increase production and make possible economies as well as promote efficiency, but give management a better understanding of the worker's outlook on life. It will also permit what is of the greatest importance following the war — an undertaking to co-operate in solving the problem of post-war employment.



## Clear telephone lines for ALL-OUT PRODUCTION

Your telephone is part of a vast interlocking system now carrying an abnormal wartime load. Don't let needless delays hold up messages on which production efficiency may depend.

### OTHER "WARTIME TELEPHONE TACTICS"



1. BE SURE you have the right number...consult the directory.
2. SPEAK distinctly, directly into the mouthpiece.
3. BE BRIEF. Clear your line for the next call.
4. USE OFF-PEAK hours for Long Distance calls: before 9:30 a.m., 1-2 p.m., 5-7 p.m., after 9 p.m.

These things may look trifling, but on 6,500,000 daily telephone calls, they are very important.

On Active Service



Giving Wings to Words

## Organization for Production

The Joint Committee which handled the arrangements for the Joint War Labor Organization-Production Campaign held a meeting last Tuesday evening at which many visitors from local unions were present. This meeting decided that the present Committee would carry on the work of the Campaign in view of the fact that it was fully representative of all the local Unions, Councils and Federation in Montreal.

The Executive Officers, namely, Paul Fournier, president, Edouard Larose, treasurer, Robert Haddow, secretary, and Marcel Franco, associate secretary, were charged with carrying the administrative work of the Committee and to report to the full Joint Committee every week, which in turn would report its progress to a monthly conference, at which all local Unions would be asked to send delegates.

The actual organizing work of the Committee is forging ahead, and shop committees are working in many plants and factories in the City, laying the groundwork for complete unionization of these plants, for fair working conditions and greater production.

It was decided at this meeting that a registration form would be drawn up for prospective members of craft unions to fill out at the various meetings now being held, these forms would then be forwarded to the craft union to which the working filling the registration form belonged. Workers not identified with any craft or trade would be assimilated in a Federal Union of Munition Workers or other appropriate name. In this way all of the workers in any one plant could be organized 100% and we would then look forward to putting into effect labor-management committee for more effective production.

What the Committee needs more than any one thing right now, is full time organizers, several organizations have given the services of their business agents or organizers to the Committee but more are needed if immediate results are to be obtained.

## Tom Moore's Condition Improving

The Organized Labor Movement of Montreal and of Canada is breathing more easily this week, with the receipt of news that their leader Tom Moore was improving and was resting comfortably, after his collapse at the rally of the Joint War Labor Organizing Campaign on May 7th.

We are certain that no one, who was present at the Conference, will ever forget Tom Moore's courage and tenacity, when although he had collapsed and those close to him begged him stop, that he kept repeating: "I can go on, now, I will finish my message." We can perhaps appreciate that Brother Moore was probably anxious to go on with his message which certainly would have adequately answered the slighting remarks of Ralph P. Bell, who had tried to minimize the importance of labor to the eventual victory of the forces of democracy, despite the fact that every leader worthy of the name on the side of the Allies, has repeatedly stated that this war will be won in the factory.

Tom Moore's services to the labor movement in Canada, to the working classes of Canada and to his country as a whole cannot be enumerated or appraised but we think that his courage and integrity could well serve as a shining beacon for the younger element in the Trade Union movement to follow, to the advantage not only of the working class but of all Canada.

Let us, in the Labor Movement, ask HIM to bring to Tom Moore, speedy recovery, that he may lead us again for we have sore need of his considered advice and guidance in these days when certain elements would seek to destroy our Movement for their own purposes.

Tom Moore's illness has brought to us, also the feeling that there is need and great need, for training of younger men to aid and assist our present leaders, to take from them much of the load they are now carrying and in order that they may be able in due time to take their places among the leaders of the Movement.

## What of the Regional Board

Time and again trade union representatives have brought before the Regional War Labor Boards, the demands of their members for adequate wages and fair working conditions which they felt were necessary to meet the increased cost of living and enable the workers to give maximum production.

From the very start, labor felt that Order in Council P. C. 8253 was economically unsound since it would freeze all existing wage injustices, but assurances were forthcoming however that consideration would be given to the demands of workers to bring up their earnings to the level necessary for existence and that the Regional War Labor Boards would consider joint requests for increases in wages from employers and workers.

But from its inception, the Regional War Labor Board in Quebec has set itself the task of muzzling up every demand made for wage increases, probably to protect Quebec's reputation for paying the lowest wages in Canada, even when they were justified.

Recently, the Board made a ruling, however, which takes the prize for something or other. A certain industrial firm which had an agreement with an International union was so pleased with increased production obtained through the co-operation of its employees that it proposed to increase the wages in proportion to the production. This proposal was put before the Board which ruled that an increase in production through the efforts of the workers did not justify an increase in wages. We are certain that the workers will feel much encouraged to continue their efforts to increase production in view of the decision of the Board.

The Regional Board can lay claim to have established a record in putting the blame on the National Board for the delays which have occurred in their rendering decisions on cases submitted to them. The case of the Tramway Employees is a case in point, since December 10th, 1941, this case has been batted from pillar to post and no decision has yet been given. The reason, the fall-guy, the National Board, although we were under the impression that the National Board could not interfere with decisions of the Regional Boards. Was the question of the cost of living bonus for tramway employees so hard to solve that six months was required to find the right answer?

Such incompetence can hardly be tolerated when it is growing increasingly difficult to restrain the workers from taking matters into their own hands, despite the pledge of the American Federation of Labor unions not to strike for the duration. Either competent men must be placed on this Board or the workers will be forced to demand that a different set-up be established which will at least expedite the decisions on the granting of war bonuses, wage increases and other questions of vital concern to labor.

Lastly, the unsatisfactory way in which the Order in Council P. C. 8253 has been carried out, from the point of view of the workers at least, proves once more that Labor should be consulted on labor matters. We would never have agreed to Regional Boards so constituted as to make any favorable decision on their part impossible. P. C. 8253 is economically unsound and has caused great injustices to many thousands of workers who find it impossible to have their wages brought to even subsistence levels because of the intolerable delays of the Regional Board in rendering decisions.

Both Tom Moore and Arthur D'Aoust, president and secretary of the Trades and Labor Congress referred to this, when they addressed the My 7th Conference of the War Labor Organizing Committee.

Just before he collapsed, Brother Moore denounced the miserably low wages rates prevalent in certain sections of Canada and attacked Order in Council P. C. 8253 because it had imposed its freezing restrictions on wages which were much lower than fifty cents or below the minimum required for subsistence.

Brother D'Aoust took the Regional War Labor Board to task for failure to effectively and expeditiously administer the regulations of P. C. 8253. He condemned the Board for resorting to delays in arriving at decisions and for employing the use of technicalities which defeated the spirit of the Order in Council. He asserted that the record of the Quebec Board compared most unfavorably with that of the Ontario Board.

## Les solutions des problèmes d'après-guerre

Du 20 au 25 avril 1942 s'est réunie à Londres la Commission de crise, organe restreint, auquel ont été délégués, pendant la durée des hostilités, les pouvoirs du Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Cette Commission est composée de six représentants gouvernementaux (Etats-Unis d'Amérique, Canada, Grande-Bretagne, Inde, Mexique, Pays-Bas), de trois membres représentant les patrons et de trois membres représentant les ouvriers. Ses débats, qui ont été ouverts par M. Ernest Bevin, ministre du Travail et du Service national du Royaume-Uni, ont été dirigés par le président du conseil d'administration du Bureau international du Travail, M. Carter Goodrich, représentant du gouvernement des Etats-Unis. Le directeur par intérim du Bureau international du Travail, M. Edward-J. Phelan, de Montréal, a soumis à la Commission une série de documents contenant des exposés et des propositions sur les divers points figurant à l'ordre du jour.

La réunion de la Commission de crise avait principalement pour objet de poursuivre l'oeuvre commencée par la Conférence de l'Organisation internationale du Travail, qui a eu lieu à New-York et à la Maison Blanche, à Washington, aux mois d'octobre et de novembre 1941, au sujet des problèmes qui se posent immédiatement après la cessation des hostilités et au sujet de l'oeuvre de reconstruction économique et sociale du monde. On se souvient que cette conférence avait adopté une série de résolutions dont l'une, présentée par l'ensemble de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, affirmait que l'Organisation internationale du Travail, possédant la confiance des peuples libres et comprenant dans sa structure des représentants des patrons et des ouvriers, était, de ce fait, particulièrement indiquée pour préparer l'oeuvre de collaboration entre les nations dans le domaine économique et social, et chargeait le conseil d'administration du Bureau international de préparer cette action.

Les préoccupations de la Conférence dans le domaine économique peuvent se résumer, comme on le voit, dans l'idée, exprimée par le Président Roosevelt lorsqu'il a pris la parole devant la Conférence, le 6 novembre 1941, que "dans la vie internationale tout comme dans chaque pays, la politique économique a cessé de pouvoir être un but en soi: elle ne peut être qu'un moyen de résumer les buts d'ordre social."

## GUIDE DU CHARPENTIER - MENUISIER

par G. PRESEAUULT  
(Nouvelle édition)

Un petit livre, format de poche, relié, 136 pages. Prix: l'exemplaire \$1.00 — Par la poste \$1.10.

Nous ne pensons pas qu'il ait été publié au Canada, à l'intention des menuisiers-charpentiers, de livre plus pratique et plus utile que le GUIDE DU CHARPENTIER-MENUISIER, de Préseauult.

L'auteur, très habile ouvrier, a condensé dans une cinquantaine de pages de texte et autant d'illustrations, ce que l'on pourrait appeler les éléments du métier de menuisier-charpentier.

Chaque démonstration constitue comme un problème: lorsque l'ouvrier la comprend et la sait, tout un horizon de connaissances nouvelles s'ouvre devant lui. Il s'étonne même qu'il n'ait pas pensé à ces choses si simples, mais qui devaient lui être dites.

L'ouvrier a-t-il besoin, sur le chantier même, de se rapeler telle ou telle opération, qui en définitive est de la géométrie appliquée? D'un coup d'oeil rapide dans son guide, toujours à portée, dans sa poche, il trouve la solution désirée.

Il est bien sûr que, si chaque soir l'ouvrier charpentier apprenait un des chapitres du guide Préseauult, il serait vite en mesure de prouver qu'il est devenu un maître-ouvrier.

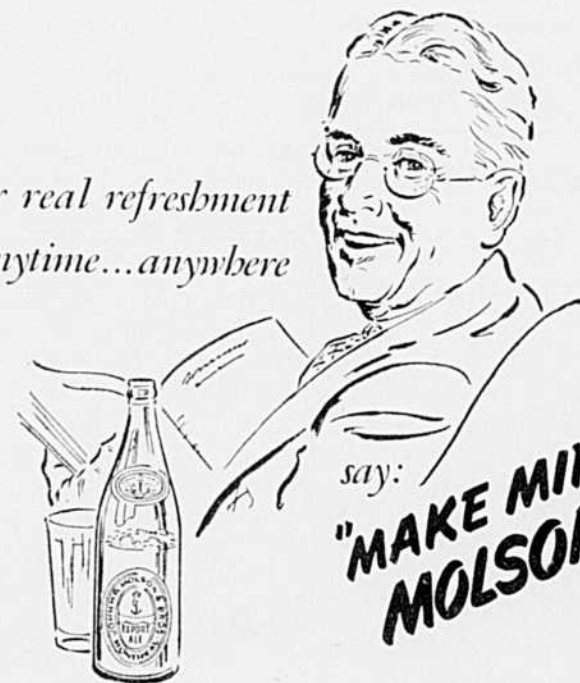
Ouvriers, achetez ce petit livre indispensable.

## Certains salaires aux Etats-Unis seraient limités à \$25,000

Les journaux nous annoncent que le sénateur Claude Pepper a proposé mardi que les salaires annuels des directeurs d'usines de guerre ne soient dans aucun cas supérieurs à \$25,000. Il a promis de présenter cette clause, la prochaine fois que sera votée une loi sur les conditions de travail.

Le sénateur Pepper a déclaré qu'il était parfaitement illogique que tel dirigeant d'une avionnerie s'attribuât un salaire annuel de \$150,000, par exemple, lorsque ses employés sont empêchés d'augmenter leur rétribution par quelques heures de travail supplémentaire. "Diminuons d'abord les gros revenus et les bonis avant de nous en prendre aux salaires," a-t-il déclaré.

For real refreshment  
anytime...anywhere



say:

"MAKE MINE  
MOLSON'S"